

**Art. 8.** Les articles 4 à 7 ne s'appliquent pas aux services d'aide aux familles et de soins à domicile complémentaires qui sont agréés en exécution de l'arrêté du Gouvernement flamand du 19 octobre 2018 fixant la réglementation pour l'octroi d'un calendrier d'agrément ou de conversion et modifiant la réglementation relative à l'agrément préalable.

**Art. 9.** Le présent arrêté s'applique pas aux demandes recevables qui ont été introduites avant l'entrée en vigueur du présent arrêté.

**Art. 10.** Le présent arrêté produit ses effets le 19 octobre 2018.

Bruxelles, le 22 octobre 2018.

Le Ministre flamand du Bien-Etre, de la Santé publique et de la Famille,  
J. VANDEURZEN

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

### SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/200191]

**20 DECEMBRE 2018. — Décret insérant dans la Troisième partie du Livre III du Code de la démocratie locale et de la décentralisation un Titre V relatif aux subventions octroyées aux grandes villes dans le cadre de leurs perspectives de développement urbain et modifiant l'article D.I.4 du Code du Développement territorial (1)**

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Modifications apportées au Code de la démocratie locale et de la décentralisation*

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans la Troisième partie, Livre III, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, il est inséré un Titre V intitulé « Subventions octroyées aux grandes villes dans le cadre de leurs perspectives de développement urbain ».

**Art. 2.** Dans le Titre V inséré par l'article 1<sup>er</sup>, il est inséré un Chapitre I<sup>er</sup> intitulé « Dispositions générales ».

**Art. 3.** Dans le chapitre I<sup>er</sup> inséré par l'article 2, il est inséré un article L3351-1, rédigé comme suit :

« Art. L3351-1. Est une grande ville au sens du présent titre, la commune à caractère urbain, au sens de l'article L1123-27/1, dont :

1° au 1<sup>er</sup> janvier qui précède les élections communales, la population de droit est de plus de 50.000 habitants, suivant les dernières statistiques produites par la Direction générale Statistique du Service public Fédéral Economie;

2° au 1<sup>er</sup> janvier qui précède les élections communales, le revenu moyen net par habitant est inférieur au revenu moyen net wallon, suivant les dernières statistiques produites par la Direction générale Statistique du Service public Fédéral Economie. ».

**Art. 4.** Dans le même chapitre I<sup>er</sup>, il est inséré un article L3351-2, rédigé comme suit :

« Art. L3351-2. § 1<sup>er</sup>. Dans les conditions et selon la procédure prévue par le présent titre, les grandes villes reçoivent, sous la forme d'un droit de tirage, une subvention pour la réalisation d'actions visées à l'article L1123-27/1, § 3.

§ 2. Sans préjudice de l'article L1123-27/1, le dossier de perspective de développement urbain des grandes villes identifie les actions pour lesquelles le collège communal souhaite recevoir la subvention visée au paragraphe 1<sup>er</sup>. Il établit l'ordre de priorité de ces actions, en fonction de leur état de maturité.

§ 3. Le montant total des dépenses nécessaires à la réalisation des actions visées au paragraphe 2 représente au minimum cent cinquante pourcents et au maximum deux cents pourcents du montant visé à l'article L3352-2.

Dans l'hypothèse de l'adoption d'une motion de méfiance concernant l'ensemble du Collège communal, conformément à l'article L1123-14, § 1<sup>er</sup>, et sans préjudice de l'article 1123-27, § 2, le montant total des dépenses nécessaires à la réalisation des actions visées au paragraphe 2 représente au minimum cent cinquante pour cent et au maximum deux cents pour cent du montant visé à l'article L3352-2 diminué du montant des actions réalisées, avant la motion de méfiance.

§ 4. Les dépenses d'investissement sont les dépenses inscrites au budget extraordinaire de la commune et qui sont nécessaires à la réalisation des actions visées au paragraphe 2. Dans l'hypothèse où la grande ville est son propre auteur de projet pour les dépenses visées par le présent paragraphe, les frais d'études fixés forfaitairement à cinq pour cent du montant de l'investissement peuvent être assimilés à des dépenses d'investissements.

Le montant total des dépenses d'investissement nécessaires à la réalisation des actions visées au paragraphe 2 représente au minimum cinquante pour cent du montant total de la subvention visée à l'article L3352-2. ».

**Art. 5.** Dans le Titre V, inséré par l'article 1<sup>er</sup>, il est inséré un Chapitre II intitulé « Droit de tirage ».

**Art. 6.** Dans le Chapitre II, inséré par l'article 5, il est inséré un article L3352-1, rédigé comme suit :

« Art. L3352-1. Le droit de tirage est fixé pour chaque programmation pluriannuelle sur la base d'un montant annuel au moins égal à celui de la programmation précédente. Le montant annuel est fixé à 12.264.000 euros lors de la programmation pluriannuelle 2019-2024. ».

**Art. 7.** Dans le même Chapitre, il est inséré un article L3352-2, rédigé comme suit :

« Art. L3352-2. Pour la fixation des droits de tirage, le Gouvernement répartit le budget visé à l'article L3352-1 entre les grandes villes, en fonction des critères suivants :

1° septante-cinq pour cent de manière proportionnelle à la taille de la population de la grande ville, suivant les statistiques visées à l'article L3351-1;

2° vingt-cinq pour cent de manière inversement proportionnelle au revenu moyen net par habitant de la grande ville, suivant les statistiques visées à l'article L3351-1.

Le Gouvernement fixe le montant du droit de tirage attribué à chaque grande ville. Il en informe celles-ci avant le 31 décembre de l'année des élections communales. ».

**Art. 8.** Dans le même Chapitre, il est inséré un article L3352-3, rédigé comme suit :

« Art. L3352-3. Le Gouvernement verse le droit de tirage fixé suivant l'article L3352-2, alinéa 2, annuellement et par tranches, conformément au tableau suivant :

Années	Parts du droit de tirage versées
N	1/12 de l'enveloppe
N+1	1/6 de l'enveloppe
N+2	1/6 de l'enveloppe
N+3	1/6 de l'enveloppe
N+4	1/6 de l'enveloppe
N+5	1/6 de l'enveloppe
N+6	1/12 de l'enveloppe

L'année N est l'année qui suit l'installation du Conseil communal après les élections. Le premier versement de 1/12 est effectué automatiquement.

L'année N+1 et les années suivantes, le versement est assuré à la grande ville dont la perspective de développement urbain est approuvée conformément au présent titre. Le Gouvernement détermine les modalités d'exécution de ce versement.

La grande ville dont la perspective de développement urbain n'est pas approuvée rembourse le premier versement de 1/12 selon les modalités arrêtées par le Gouvernement. ».

**Art. 9.** Dans le même Chapitre, il est inséré un article L3352-4, rédigé comme suit :

« Art. L3352-4. Le droit de tirage prévu par le présent titre couvre les dépenses de la grande ville ou de ses partenaires paracommunaux nécessaires à la réalisation des actions approuvées conformément au présent titre.

Les dépenses éligibles sont les suivantes :

1° a) les dépenses d'investissement qui font l'objet d'une attribution du marché entre le 1<sup>er</sup> janvier de l'année N et le 31 décembre de l'année N+5;

b) les dépenses d'investissement relatives à l'acquisition d'immeuble qui font l'objet d'un acte authentique ou d'un jugement tenant lieu d'acte authentique de vente entre le 1<sup>er</sup> janvier de l'année N et le 31 décembre de l'année N+5;

2° les frais de personnel et les frais de fonctionnement payés entre le 1<sup>er</sup> janvier de l'année N et le 31 décembre de l'année N+5. ».

Le Gouvernement détermine ce que l'on entend par partenaires paracommunaux. ».

**Art. 10.** Dans le Titre V, inséré par l'article 1<sup>er</sup>, il est inséré un Chapitre III intitulé « Procédure ».

**Art. 11.** Dans le Chapitre III, inséré par l'article 10, il est inséré un article L3353-1, rédigé comme suit :

« Art. L3353-1. Dans les dix jours qui suivent la décision du conseil communal visée à l'article L1123-27, § 2, le collège communal des grandes villes envoie la perspective de développement urbain visée à l'article L1123-27/1 conjointement au pôle « Aménagement du territoire » et au Gouvernement. ».

**Art. 12.** Dans le même Chapitre, il est inséré un article L3353-2, rédigé comme suit :

« Art. L3353-2. Dans les quarante-cinq jours de la réception de la perspective de développement urbain, le pôle « Aménagement du territoire » envoie au Gouvernement son avis sur la cohérence entre les objectifs régionaux visés à l'article L1123-27/1, § 4, les ambitions transversales de la grande ville et les actions pour lesquelles le collège communal souhaite recevoir la subvention visée à l'article L3351-2, § 1<sup>er</sup>.

A défaut, il est passé outre cet avis. ».

**Art. 13.** Dans le même Chapitre, il est inséré un article L3353-3, rédigé comme suit :

« Art. L3353-3. § 1<sup>er</sup>. Le Gouvernement approuve, soit totalement, soit partiellement, soit refuse d'approuver les actions pour lesquelles le collège communal souhaite recevoir la subvention visée à l'article L3351-2, § 1<sup>er</sup>. L'approbation, totale ou partielle, ou le refus d'approbation seront motivés au regard de la cohérence entre les objectifs régionaux visés à l'article L1123-27/1, § 4, les ambitions transversales de la grande ville et les actions pour lesquelles le collège communal souhaite recevoir la subvention visée à l'article L3351-2, § 1<sup>er</sup>.

Dans les nonante jours de la réception de la perspective de développement urbain, le Gouvernement envoie sa décision au collège communal. Passé ce délai, la perspective de développement urbain est réputée approuvée.

Le Gouvernement peut, préalablement à sa décision, demander au collège communal des documents explicatifs ou modificatifs. Dans les quinze jours de la réception de la demande du Gouvernement, le collège communal envoie au Gouvernement les documents sollicités. Le délai dans lequel le Gouvernement envoie sa décision d'approbation est prolongé de quinze jours.

§ 2. Lorsque le Gouvernement approuve partiellement ou refuse la perspective de développement urbain, le collège communal envoie la perspective de développement urbain modifiée au Gouvernement dans les soixante jours de la réception de la décision d'approbation partielle ou de refus. Cette possibilité de modification ne peut être utilisée qu'à une seule reprise.

Dans les trente jours de la réception de la perspective de développement urbain modifiée, le Gouvernement envoie sa décision d'approbation ou de refus au collège communal. Passé ce délai, la perspective de développement urbain est réputée approuvée. ».

**Art. 14.** Dans le Titre V, inséré par l'article 1<sup>er</sup>, il est inséré un Chapitre IV intitulé « Mise en œuvre ».

**Art. 15.** Dans le Chapitre IV, inséré par l'article 14, il est inséré un article L3354-1, rédigé comme suit :

« Art. L3354-1. Le collège communal tient un état des dépenses relatives aux frais de personnel et de fonctionnement effectuées dans le cadre de la réalisation des actions approuvées au sens du présent titre. L'état est certifié par le directeur financier de la grande ville.

Cet état, ainsi que les documents justificatifs qui le complètent, est envoyé annuellement au Gouvernement, au plus tard pour le 31 décembre de l'année concernée. Le Gouvernement détermine le contenu et les modalités d'introduction de l'état et exerce un rôle de contrôle et d'approbation. ».

**Art. 16.** Dans le même Chapitre, il est inséré un article L3354-2, rédigé comme suit :

« Art. L3354-2. Dans l'année qui suit l'attribution d'un marché public de fournitures et dans les quatre ans qui suivent l'attribution d'un marché public de travaux ou de services relatif à la réalisation des actions approuvées au sens du présent titre, le collège communal envoie au Gouvernement un état des dépenses qui y sont relatives ainsi que les documents justificatifs qui complètent cet état. L'état est certifié par le directeur financier de la grande ville. Le Gouvernement détermine le contenu et les modalités d'introduction de l'état et exerce un rôle de contrôle et d'approbation.

Dans des situations imprévisibles et indépendantes de la volonté de la grande ville, le délai de quatre ans visé à l'alinéa précédent pour les marchés de travaux peut être prolongé moyennant l'accord du Gouvernement. ».

**Art. 17.** Dans le même Chapitre, il est inséré un article L3354-3, rédigé comme suit :

« Art. L3354-3. Dans les six mois de la passation d'un acte authentique d'acquisition d'immeuble ou d'un jugement tenant lieu d'acte de vente relatif à la réalisation des actions approuvées au sens du présent titre, le collège communal envoie au Gouvernement les documents justificatifs du paiement de l'acquisition par la grande ville. Ces documents justificatifs sont certifiés par le directeur financier de la grande ville. Le Gouvernement détermine le contenu et les modalités d'introduction de ces documents et exerce un rôle de contrôle et d'approbation. ».

**Art. 18.** Dans le même Chapitre, il est inséré un article L3354-4, rédigé comme suit :

« Art. L3354-4. Le double financement des dépenses approuvées au sens du présent titre est interdit. Lorsque le collège communal constate qu'une action approuvée est, en totalité ou en partie, financée par une aide autre que le droit de tirage prévu par le présent titre, il en informe le Gouvernement sans délais. ».

**Art. 19.** Dans le même Chapitre, il est inséré un article L3354-5, rédigé comme suit :

« Art. L3354-5. Dans les trente mois de la réception de la décision d'approbation de la perspective de développement urbain qui suit l'installation du conseil communal, le collège communal envoie au Gouvernement un rapport intermédiaire sur la mise en œuvre des actions approuvées au sens du présent titre.

A l'occasion de ce rapport intermédiaire, si le collège communal fait état d'éléments qui sont portés à sa connaissance après la décision du conseil communal visée à l'article L1123-27, § 2, et qui impliquent une modification de la perspective de développement urbain, il annexe au rapport un document modifiant la perspective de développement urbain, spécialement motivé par ces éléments nouveaux.

Le Gouvernement prend acte du rapport intermédiaire dans les dix jours de sa réception. Le cas échéant, il envoie sa décision d'approbation sur les modifications de la perspective de développement urbain dans les trente jours de sa réception. Passé ce délai, les modifications sont réputées approuvées. ».

**Art. 20.** Dans le même Chapitre, il est inséré un article L3354-6, rédigé comme suit :

« Art. L3354-6. Le collège communal envoie au Gouvernement un rapport d'évaluation sur la mise en œuvre des actions approuvées au sens du présent titre au plus tard le 31 décembre de l'année N+5.

Le Gouvernement détermine le contenu de ce rapport d'évaluation. ».

**Art. 21.** Dans le Titre V, inséré par l'article 1<sup>er</sup>, il est inséré un Chapitre V intitulé « Contrôle et remboursement ».

**Art. 22.** Dans le Chapitre V, inséré par l'article 21, il est inséré un article 3355-1, rédigé comme suit :

« Art. L3355-1. Sur la base des états justifiés des dépenses visés aux articles L3354-1, L3354-2 et L3354-3, du rapport intermédiaire visé à l'article L3354-5 et du rapport d'évaluation visé à l'article L3354-6, le Gouvernement contrôle la mise en œuvre des actions approuvées au sens du présent titre selon les modalités qu'il prévoit. ».

**Art. 23.** Dans le même Chapitre, il est inséré un article L3355-2, rédigé comme suit :

« Art. L3355-2. § 1<sup>er</sup>. Les sommes versées en exécution du droit de tirage dont les états des dépenses n'ont pas été approuvés par le Gouvernement ou qui n'ont pas fait l'objet d'une justification dans les délais prévus aux articles L3354-1, L3354-2 et L3354-3, sont remboursées par la grande ville suivant les modalités prévues par le Gouvernement.

§ 2. Le montant qui résulte de l'utilisation partielle du droit de tirage au regard de l'article L3352-4, appelé inexécuté, profite à l'ensemble des grandes villes. La répartition de ce montant s'effectue selon les critères visés à l'article L3352-2.

Le Gouvernement définit les modalités de calcul de ce montant. ».

**Art. 24.** Dans le Titre V, inséré par l'article 1<sup>er</sup>, il est inséré un Chapitre VI intitulé « Rapport du Gouvernement ».

**Art. 25.** Dans le Chapitre VI, inséré par l'article 24, il est inséré un article L3356-1, rédigé comme suit :

« Art. L3356-1. A la fin de chaque législature communale, le Gouvernement rédige un rapport général sur l'application du présent titre.

Ce rapport contient :

- 1° par grande ville, une liste des actions approuvées au sens du présent titre;
- 2° le taux de mise en œuvre de ces actions;
- 3° une évaluation qualitative de la mise en œuvre de ces actions.

Le rapport est transmis au Parlement au plus tard le 1<sup>er</sup> juin de l'année qui suit la fin de la programmation. ».

**Art. 26.** Dans le Titre V, inséré par l'article 1<sup>er</sup>, il est inséré un Chapitre VII intitulé « Dispositions transitoires ».

**Art. 27.** Dans le Chapitre VII, inséré par l'article 26, il est inséré un article L3357-1, rédigé comme suit :

« Art. L3357-1. Pour la législature 2018-2024, le Gouvernement peut prévoir des dérogations à l'article L3351-2, § 4, alinéa 2.

Par dérogation à l'article L3352-2, alinéa 2, pour la législature 2018-2024, le Gouvernement informe les grandes villes du montant du droit de tirage qui est attribué à chacune d'elles avant le 31 mars de l'année qui suit les élections communales. ».

#### CHAPITRE II. — *Modification apportée au Code du Développement territorial*

**Art. 28.** Dans l'article D.I.4 du Code du Développement territorial, à l'alinéa 1<sup>er</sup> du paragraphe 1<sup>er</sup>, il est ajouté un point 6° rédigé comme suit :

« 6° sur la perspective de développement urbain en application des articles L3353-1 et L3353-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. ».

**Art. 29.** Le présent décret entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2019.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 20 décembre 2018.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,  
W. BORSUS

Le Ministre de l'Action sociale, de la Santé, de l'Égalité des chances, de la Fonction publique  
et de la Simplification administrative,  
A. GREOLI

Le Ministre de l'Économie, de l'Industrie, de la Recherche, de l'Innovation, du Numérique,  
de l'Emploi et de la Formation,  
P.-Y. JÉHOLET

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire,  
des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal, et des Zonings,  
C. DI ANTONIO

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Énergie, du Climat et des Aéroports,  
J.-L. CRUCKE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité, du Tourisme, du Patrimoine  
et délégué à la Grande Région,  
R. COLLIN

Le Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives,  
V. DE BUE

(1) Session 2018-2019.

Documents du Parlement wallon, 1219 (2018-2019) N<sup>os</sup> 1 à 5.

Compte rendu intégral, séance plénière du 19 décembre 2018.

Discussion.

Vote.

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2019/200191]

**20 DECEMBER 2018.** — **Decreet tot invoeging in Deel III van Boek III van het Wetboek van de plaatselijke democratie en decentralisatie van een Titel V betreffende de toelagen toegekend aan de grootsteden in het kader van hun perspectieven voor stedelijke ontwikkeling en tot wijziging van artikel D.I.4 van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling (1)**

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

HOOFDSTUK I. — *Wijzigingen aangebracht in het Wetboek van de plaatselijke democratie en decentralisatie*

**Artikel 1.** In Deel III, Boek III, van het Wetboek van de plaatselijke democratie en decentralisatie wordt een Titel V ingevoegd, met als opschrift "Toelagen toegekend aan de grootsteden in het kader van hun perspectieven voor stedelijke ontwikkeling".

**Art. 2.** In Titel V, ingevoegd bij artikel 1, wordt een Hoofdstuk I ingevoegd met als opschrift "Algemene bepalingen".

**Art. 3.** In hoofdstuk I, ingevoegd bij artikel 2, wordt een artikel L3351-1 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. L3351-1. In de zin van deze titel is een grootstad, de gemeente met stedelijk karakter, in de zin van artikel L1123-27/1, waarvan:

1° de werkelijke bevolking op 1 januari vóór de gemeenteraadsverkiezingen meer dan 50.000 inwoners telt, volgens de laatste statistieken van de Algemene Directie Statistiek van de Federale Overheidsdienst Economie;

1° het gemiddelde netto-inkomen per inwoner op 1 januari vóór de gemeenteraadsverkiezingen kleiner is dan het Waalse gemiddelde netto-inkomen, volgens de laatste statistieken van de Algemene Directie Statistiek van de Federale Overheidsdienst Economie."

**Art. 4.** In hetzelfde hoofdstuk I, wordt een artikel L3351-2 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. L3351-2. § 1. Onder de voorwaarden en volgens de procedure bedoeld in deze titel ontvangen de grootsteden in de vorm van een trekkingsrecht een toelage voor de verwezenlijking van acties bedoeld in artikel L1123-27/1, § 3.

§ 2. Onverminderd artikel L1123-27/1 identificeert het dossier m.b.t. de perspectieven voor stedelijke ontwikkeling van de grootsteden de acties waarvoor het gemeentecollege de in paragraaf 1 bedoelde toelage wenst te ontvangen. Het stelt de volgorde van prioriteit van deze acties vast, afhankelijk van de mate van rijpheid ervan.

§ 3. Het totaalbedrag van de uitgaven die nodig zijn voor de verwezenlijking van de in § 2 bedoelde acties vertegenwoordigt minimum honderd vijftig procent en maximum tweehonderd procent van het in artikel L3352-2 bedoelde bedrag.

In het geval van de aanneming van een motie van wantrouwen betreffende het hele gemeentecollege overeenkomstig artikel L1123-14, § 1, en onverminderd artikel 1123-27, § 2, vertegenwoordigt het totaalbedrag van de uitgaven die nodig zijn voor de verwezenlijking van de in § 2 bedoelde acties minimum honderd vijftig procent en maximum tweehonderd procent van het in artikel L3352-2 bedoelde bedrag, verminderd met het bedrag van de acties die vóór de motie van wantrouwen zijn verricht.

§ 4. De investeringsuitgaven zijn de uitgaven uitgetrokken op de buitengewone begroting van de gemeente en die nodig zijn voor de verwezenlijking van de in paragraaf 2 bedoelde acties. Indien de grootstad voor de in deze paragraaf bedoelde uitgaven zijn eigen auteur van project is, kunnen de studiekosten die forfaitair zijn vastgesteld op vijf procent van het bedrag van de investering, met investeringsuitgaven gelijkgesteld worden.

Het totaalbedrag van de investeringsuitgaven die nodig zijn voor de verwezenlijking van de in § 2 bedoelde acties vertegenwoordigt minimum honderd vijftig procent en maximum tweehonderd procent van de in artikel L3352-2 bedoelde toelage."

**Art. 5.** In Titel V, ingevoegd bij artikel 1, wordt een Hoofdstuk II ingevoegd met als opschrift "Trekkingrecht".

**Art. 6.** In hoofdstuk II, ingevoegd bij artikel 5, wordt een artikel L3352-1 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. L3352-1. Het trekkingrecht wordt voor elke meerjarige programmering vastgesteld op basis van een jaarlijks bedrag dat minstens gelijk is aan het bedrag van de vorige programmering. Het jaarlijkse bedrag wordt tijdens de meerjarige programmering 2019-2024 op 12.264.000 euro vastgesteld."

**Art. 7.** In hetzelfde Hoofdstuk wordt een artikel L3352-2 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. L3352-2. Voor de vaststelling van de trekkingrechten verdeelt de Regering de in artikel L3352-1 bedoelde begroting tussen de grootsteden naar gelang van de volgende criteria:

1° vijftenzeventig procent evenredig met de omvang van de bevolking van de grootstad, volgens de in artikel L3351-1 bedoelde statistieken;

2° vijftentwintig procent omgekeerd evenredig met het gemiddelde netto-inkomen per inwoner van de grootstad, volgens de in artikel L3351-1 bedoelde statistieken.

De Regering bepaalt het bedrag van het aan elke grootstad toegekende trekkingrecht. Ze geeft laatstgenoemden in kennis daarvan vóór 31 december van het jaar van de gemeenteraadsverkiezingen."

**Art. 8.** In hetzelfde Hoofdstuk wordt een artikel L3352-3 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. L3352-3. Het volgens artikel L3352-2, tweede lid, vastgestelde trekkingrecht wordt jaarlijks en in schijven door de Regering gestort overeenkomstig volgende tabel:

Jaar	Gestorte delen van het trekkingrecht
N	1/12 van de enveloppe
N+1	1/6 van de enveloppe
N+2	1/6 van de enveloppe
N+3	1/6 van de enveloppe
N+4	1/6 van de enveloppe
N+5	1/6 van de enveloppe
N+6	1/12 van de enveloppe

Het jaar N is het jaar volgend op de installatie van de Gemeenteraad na de verkiezingen. De eerste storting van 1/12 wordt automatisch verricht.

Tijdens het jaar N+1 en de daaropvolgende jaren wordt de storting verricht aan de grootstad waarvan het perspectief voor stedelijke ontwikkeling overeenkomstig deze titel wordt goedgekeurd. De Regering bepaalt de uitvoeringsmodaliteiten van deze storting.

De grootstad waarvan het perspectief voor stedelijke ontwikkeling niet goedgekeurd wordt, betaalt de eerste storting van 1/12<sup>de</sup> terug volgens de door de Regering bepaalde modaliteiten.”

**Art. 9.** In hetzelfde Hoofdstuk wordt een artikel L3352-4 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L3352-4. Het in deze titel bedoelde trekkingsrecht dekt de uitgaven van de grootstad of van zijn parageemeentelijke partners, die nodig zijn voor de verwezenlijking van de overeenkomstig deze titel goedgekeurde acties.

De in aanmerking komende uitgaven zijn de volgende:

1° a) de investeringsuitgaven die het voorwerp uitmaken van een toewijzing van de opdracht tussen 1 januari van het jaar N en 31 december van het jaar N+5;

b) de investeringsuitgaven betreffende de aankoop van onroerende goederen die het voorwerp uitmaken van een authentieke akte en van een vonnis dat geldt als authentieke verkoopakte tussen 1 januari van het jaar N en 31 december van het jaar N+5;

2° de personeel- en werkingskosten betaald tussen 1 januari van het jaar N en 31 december van het jaar N+5.”

De Regering bepaalt wat onder parageemeentelijke partners wordt verstaan.”

**Art. 10.** In Titel V, ingevoegd bij artikel 1, wordt een Hoofdstuk III ingevoegd met als opschrift “Procedure”.

**Art. 11.** In Hoofdstuk III, ingevoegd bij artikel 10, wordt een artikel L3353-1 ingevoegd, luidend als volgt :

“Art. L3353-1. Binnen tien dagen na de in artikel L1123-27, § 2 bedoelde beslissing stuurt het gemeentecollege van de grootsteden het in artikel L1123-27/1 bedoelde perspectief voor stedelijke ontwikkeling tegelijk aan de beleidsgroep “Ruimtelijke Ordening” en aan de Regering.”

**Art. 12.** In hetzelfde Hoofdstuk wordt een artikel L3353-2 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L3353-2. Binnen vijftien dagen na ontvangst van het perspectief voor stedelijke ontwikkeling stuurt de beleidsgroep “Ruimtelijke Ontwikkeling” de Regering zijn advies over de coherentie tussen de in artikel L1123-27/1, § 4, bedoelde gewestelijke doestellingen, de transversale ambities van de grootstad en de acties waarvoor het gemeentecollege de in artikel L3351-2, § 1, bedoelde toelage wenst te ontvangen.

Bij gebreke daarvan wordt aan de adviesvereiste voorbijgegaan.”

**Art. 13.** In hetzelfde Hoofdstuk wordt een artikel L3353-3 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L3353-3. § 1. De Regering keurt de acties waarvoor het gemeentecollege de in artikel L3351-2, § 1, bedoelde toelage wenst te ontvangen, geheel of gedeeltelijk goed of weigert ze goed te keuren. De gehele of gedeeltelijke goedkeuring of de weigering van goedkeuring worden met redenen omkleed met betrekking de coherentie tussen de in artikel L1123-27/1, § 4, bedoelde gewestelijke doestellingen, de transversale ambities van de grootstad en de acties waarvoor het gemeentecollege de in artikel L3351-2, § 1, bedoelde toelage wenst te ontvangen.

Binnen negentig dagen na ontvangst van het perspectief voor stedelijke ontwikkeling stuurt de Regering haar beslissing aan het gemeentecollege. Na afloop van die termijn wordt het perspectief voor stedelijk ontwikkeling geacht goedgekeurd te zijn.

De Regering kan voorafgaand aan haar beslissing het gemeentecollege verzoeken om toelichtende of wijzigende documenten te verstrekken. Binnen vijftien dagen na ontvangst van de aanvraag van de Regering stuurt het gemeentecollege de aangevraagde documenten. De termijn waarin de Regering haar goedkeuringsbeslissing zendt, wordt met vijftien dagen verlengd.

§ 2. Wanneer de Regering het perspectief voor stedelijke ontwikkeling gedeeltelijk goedkeurt of weigert, stuurt het gemeentecollege het gewijzigde perspectief voor stedelijke ontwikkeling aan de Regering binnen zestig dagen na ontvangst van de beslissing tot gedeeltelijke goedkeuring of tot weigering. Die wijzigingsmogelijkheid kan slechts één keer gebruikt worden.

Binnen dertig dagen na ontvangst van het gewijzigde perspectief voor stedelijke ontwikkeling stuurt de Regering haar beslissing tot goedkeuring of tot weigering aan het gemeentecollege. Na afloop van die termijn wordt het perspectief voor stedelijk ontwikkeling geacht goedgekeurd te zijn.”

**Art. 14.** In Titel V, ingevoegd bij artikel 1, wordt een Hoofdstuk IV ingevoegd met als opschrift “Uitvoering”.

**Art. 15.** In hoofdstuk IV, ingevoegd bij artikel 14, wordt een artikel L3354-1 ingevoegd, luidend als volgt :

“Art. L3354-1. Het gemeentecollege houdt een uitgavenstaat betreffende de personeel- en werkingskosten die gedaan zijn in het kader van de verwezenlijking van de in de zin van deze titel goedgekeurde acties. De staat wordt door de financiële directeur van de grootstad voor echt verklaard.

Deze staat alsook de bewijsstukken ter aanvulling daarvan worden jaarlijks uiterlijk op 31 december van het betrokken jaar aan de Regering toegezonden. De Regering bepaalt de inhoud en de modaliteiten voor de indiening van de staat en oefent een rol van controle en goedkeuring uit.”

**Art. 16.** In hetzelfde Hoofdstuk wordt een artikel L3354-2 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L3354-2. Binnen het jaar volgend op de toewijzing van een overheidsopdracht voor aanneming van leveringen en binnen vier jaar na de toewijzing van een overheidsopdracht voor aanneming van werken of diensten betreffende de verwezenlijking van de in de zin van deze titel goedgekeurde acties stuurt het gemeentecollege een staat van de desbetreffende uitgaven alsook de bewijsstukken ter aanvulling daarvan aan de Regering. De staat wordt door de financiële directeur van de grootstad voor echt verklaard. De Regering bepaalt de inhoud en de modaliteiten voor de indiening van de staat en oefent een rol van controle en goedkeuring uit.

In onvoorzienbare situaties die afhankelijk zijn van de wil van de grootstad kan de in het vorige lid bedoelde termijn van vier jaar voor opdrachten voor aanneming van werken met instemming van de Regering worden verlengd.

**Art. 17.** In hetzelfde Hoofdstuk wordt een artikel L3354-3 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. L3354-3. Binnen zes maanden na het verlijden van een authentieke akte van aankoop van een onroerend goed of van een vonnis dat geldt als verkoopakte betreffende de verwezenlijking van de in de zin van deze titel goedgekeurde acties stuurt het gemeentecollege de bewijsstukken van de betaling van de aankoop door de grootstad aan de Regering. Die bewijsstukken worden door de financiële directeur van de grootstad voor echt verklaard. De Regering bepaalt de inhoud en de modaliteiten voor de indiening van die documenten en oefent een rol van controle en goedkeuring uit."

**Art. 18.** In hetzelfde Hoofdstuk wordt een artikel L3354-4 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. L3354-4. De dubbele financiering van de in de zin van deze titel goedgekeurde uitgaven is verboden. Wanneer het gemeentecollege vaststelt dat een goedgekeurde actie geheel of gedeeltelijk gefinancierd wordt door een andere steun dan het in bij deze titel voorziene trekkingsrecht, informeert het de Regering zo spoedig mogelijk daarover."

**Art. 19.** In hetzelfde Hoofdstuk wordt een artikel L3354-5 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. L3354-5. Binnen dertig maanden na ontvangst van de beslissing tot goedkeuring van het perspectief voor stedelijke ontwikkeling volgend op de installatie van de gemeenteraad zendt het gemeentecollege een tussentijds verslag over de uitvoering van de in de zin van deze titel goedgekeurde acties aan de Regering.

Indien het gemeentecollege ter gelegenheid van dit tussentijds verslag melding maakt van elementen waarvan het na de in artikel L1123-27, § 2, beslissing van de gemeenteraad kennis krijgt en die een wijziging van het perspectief voor stedelijke ontwikkeling impliceren, voegt het bij dit verslag een document tot wijziging van het perspectief voor stedelijke ontwikkeling dat in het bijzonder door deze nieuwe elementen gemotiveerd wordt.

De Regering neemt akte van het tussentijds verslag binnen tien dagen na ontvangst ervan. In voorkomend geval stuurt ze haar beslissing tot goedkeuring over de wijzigingen van het perspectief voor stedelijke ontwikkeling binnen dertig dagen na ontvangst ervan. Na afloop van die termijn worden de wijzigingen geacht goedgekeurd te zijn."

**Art. 20.** In hetzelfde Hoofdstuk wordt een artikel L3354-6 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. L3354-6. Het gemeentecollege stuurt de Regering een evaluatieverslag over de uitvoering van de in de zin van deze titel goedgekeurde acties uiterlijk op 31 december van het jaar N+5.

De Regering bepaalt de inhoud van dit evaluatieverslag."

**Art. 21.** In Titel V, ingevoegd bij artikel 1, wordt een Hoofdstuk V ingevoegd met als opschrift "Controle en terugbetaling".

**Art. 22.** In hoofdstuk V, ingevoegd bij artikel 21, wordt een artikel 3355-1 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. L3355-1. Op basis van de gerechtvaardigde uitgavenstaten bedoeld in de artikelen L3354-1, L3354-2 en L3354-3 van het in artikel L3354-5 bedoeld tussentijds verslag en van het in artikel L3354-6 bedoelde evaluatieverslag controleert de Regering de uitvoering van de in de zin van deze titel goedgekeurde acties volgens de door haar bepaalde modaliteiten."

**Art. 23.** In hetzelfde Hoofdstuk wordt een artikel L3355-2 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. L3355-2. § 1. De sommen gestort in uitvoering van het trekkingsrecht waarvan de uitgavenstaten niet door de Regering zijn goedgekeurd of die geen voorwerp hebben uitgemaakt van een rechtvaardiging binnen de termijnen voorzien in de artikelen L3354-1, L3354-2 en L3354-3, worden door de grootstad terugbetaald volgens de door de Regering bepaalde modaliteiten.

§ 2. Het bedrag dat voortvloeit uit het gedeeltelijke gebruik van het trekkingsrecht uit hoofde van artikel L3352-4, dat niet-uitgevoerd wordt genoemd, komt alle grootsteden ten goede. De verdeling van dit bedrag wordt volgens de criteria bedoeld in artikel L3352-2 uitgevoerd.

De Regering bepaalt de berekeningsmodaliteiten voor dit bedrag."

**Art. 24.** In Titel V, ingevoegd bij artikel 1, wordt een Hoofdstuk VI ingevoegd met als opschrift "Verslag van de Regering".

**Art. 25.** In hoofdstuk VI, ingevoegd bij artikel 24, wordt een artikel L3356-1 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. L3356-1. Aan het einde van elke gemeentelgislatuur maakt de Regering een algemeen verslag over de toepassing van deze titel.

Dit verslag bevat:

1° per grootstad, een lijst van de in de zin van deze titel goedgekeurde acties;

2° het uitvoeringspercentage van deze acties;

3° een kwalitatieve evaluatie van de uitvoering van deze acties;

Het verslag wordt uiterlijk op 1 juni van het jaar na het einde van de programmering aan het Parlement overgemaakt."

**Art. 26.** In Titel V, ingevoegd bij artikel 1, wordt een Hoofdstuk VII ingevoegd met als opschrift "Overgangsbepalingen".

**Art. 27.** In hoofdstuk VI, ingevoegd bij artikel 26, wordt een artikel L3357-1 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. L3357-1. Voor de legislatuur 2018-2024 kan de Regering voorzien in afwijkingen van artikel L3351-2, § 4, tweede lid.

In afwijking van artikel L3352-, tweede lid, informeert de Regering voor de legislatuur 2018-2024 de grootsteden over het bedrag van het trekkingsrecht dat aan elke onder hen wordt toegekend vóór 31 maart van het jaar volgend op de gemeenteraadsverkiezingen."

HOOFDSTUK II. — *Wijziging aangebracht in het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling*

**Art. 28.** In artikel D.I.4 van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling, eerste lid, van § 1, wordt een punt 6° toegevoegd, luidend als volgt :

“6° over het perspectief voor stedelijke ontwikkeling overeenkomstig de artikelen L3353-1 en L3353-2 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en decentralisatie.”.

**Art. 29.** Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2019.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 20 december 2018.

De Minister-President,  
W. BORSUS

De Minister van Sociale Actie, Gezondheid, Gelijke Kansen, Ambtenarenzaken  
en Administratieve Vereenvoudiging,  
A. GREOLI

De Minister van Economie, Industrie, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën,  
Tewerkstelling en Vorming,  
P.-Y. JÉHOLET

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken,  
Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,  
C. DI ANTONIO

De Minister van Begroting, Financiën, Energie, Klimaat en Luchthavens,  
J.-L. CRUCKE

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme, Erfgoed  
en afgevaardigd bij de Grote Regio,  
R. COLLIN

De Minister van de Plaatselijke Besturen, Huisvesting en Sportinfrastructuur,  
V. DE BUE

(1) Zitting 2018-2019.

Stukken van het Waals Parlement 1219 (2018-2019) Nrs. 1 tot 5.

Volledig verslag, openbare zitting van 19 december 2018.

Bespreking.

Stemming.

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/200248]

**15 JANVIER 2019. — Arrêté ministériel interdisant temporairement la circulation en forêt pour limiter la propagation de la peste porcine africaine**

Le Ministre de la Nature et de la Ruralité,

Vu le décret du 15 juillet 2008 relatif au Code forestier, l'article 14;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2009 relatif à l'entrée en vigueur et à l'exécution du décret du 15 juillet 2008 relatif au Code forestier, l'article 19, alinéa 1<sup>er</sup>, 5°;

Vu l'arrêté ministériel du 12 octobre 2018 interdisant temporairement la circulation en forêt pour limiter la propagation de la peste porcine africaine, modifié par l'arrêté ministériel du 14 novembre 2018;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, l'article 3, § 1<sup>er</sup>;

Vu l'urgence;

Considérant qu'en application de la Directive 2002/60 du Conseil du 27 juin 2002 établissant des dispositions spécifiques pour la lutte contre la peste porcine africaine et modifiant la directive 92/119/CEE, en ce qui concerne la maladie de Teschen et la peste porcine africaine, la Région wallonne est obligée de prendre immédiatement plusieurs dispositions en vue de freiner la propagation de la maladie et de les adapter au fur et à mesure de l'évolution de la situation sanitaire;

Considérant que le maintien de la circulation en forêt présente un risque réel de dispersion des sangliers et donc de propagation de la peste porcine africaine et qu'il y a lieu, dès lors, pour réduire ces risques, de limiter l'accès dans la zone noyau et dans la zone tampon uniquement aux personnes chargées de la lutte contre cette maladie;

Considérant toutefois que moyennant certaines précautions, il y a lieu de déroger à cette interdiction générale de circulation en forêt pour un nombre limité d'ayant-droits, dans un souci de sécurité publique ou pour permettre l'accessibilité à certains domiciles;

Considérant qu'en fonction de l'évolution de l'épidémie, il est envisageable et opportun de déroger à cette interdiction générale de circulation en forêt pour permettre l'exploitation des bois scolytés, qui est urgente;

Considérant que les accès ponctuels, limités, et encadrés ne devraient avoir qu'un impact marginal sur la quiétude du gibier et sur la dispersion éventuelle des sangliers malades,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Par dérogation aux articles 19 à 23 du Code forestier du 15 juillet 2018, il est interdit à quiconque de circuler dans les bois et forêts en-dehors des routes au sens de l'article 2 du Code forestier à l'intérieur des limites extérieures de la zone tampon, telles que définies à l'annexe de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2018 portant diverses mesures temporaires de lutte contre la peste porcine africaine chez les sangliers, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 janvier 2019.